

Modèle de délibération pour la délégation du droit de préemption par le Conseil Municipal à l'EPF

Texte : point à compléter ou à préciser

Texte : information utile

Commune de xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx CONSEIL MUNICIPAL DU xxxxxxxxx

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, R. 213-1 et suivants, et L. 300-1 ;

VU la délibération n° xxxxxxxxx du Conseil communautaire de xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx en date du xxxxxxxxx, décidant l'adhésion de la Communauté de Communes et, de fait, de la Commune de xxxxxxxxx, à l'Etablissement Public Foncier de la Haute-Savoie (EPF 74) ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de xxxxxxxxx, approuvé par délibération du Conseil municipal le xxxxxxxxx, **modifié** par la délibération n° xxxxxxxxx en date du xxxxxxxxx, et **révisé le** xxxxxxxxx ;

VU la délibération n° xxxxxxxxxxxx du Conseil municipal en date du xxxxxxxxx instaurant le droit de préemption urbain sur les zones urbaines (U) et d'urbanisation futures (AU) du PLU ;

VU la délibération n° xxxxxxxxxxxx du Conseil municipal en date du xxxxxxxxx, instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur certains secteurs du territoire communal inscrits en zones urbaines et d'urbanisation futures du PLU selon les circonstances particulières prévues dans la délibération ;

Préciser en fonction de l'instauration de ce droit par la Commune (ex : zone U, Uv et 2 AUx) ou à supprimer si une telle délibération n'a pas été prise

VU la délibération n° xxxxxxxxx du Conseil municipal en date du xxxxxxxxx, relative aux attributions consenties à **Monsieur (Madame) le (la) Maire** en application des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et parmi lesquelles ne figure pas la possibilité, pour **le (la) Maire**, d'exercer ni de déléguer le droit de préemption urbain ;

VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) adressée par Maître xxxxxxxxx, Notaire à xxxxxxxxx, en application des articles L. 213-2 et R. 213-5 du Code de l'urbanisme, réceptionnée en mairie le xxxxxxxxx et enregistrée sous le numéro xxxxxxxxx, informant la Commune de la cession du bien situé xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx, d'une surface de xxx m², libre de toute occupation/occupé, sur les parcelles cadastrées section xx numéros xxxx et xxxx, appartenant à xxxxxxxxx au prix de xxxxxxxxx € (xxxxxxx euros), auquel il faut ajouter une commission d'agence au prix de xxxxxxxxx € TTC à la charge de l'acquéreur /OU/ en ce compris une commission d'agence au prix de xxxxxxxxx € TTC à la charge du vendeur ;

Mettre les informations figurant dans la DIA : bâti/non-bâti, pleine propriété/nue-propriété/usufruit, surface au sol/surface utile ou habitable, propriétaire, indivision...

CONSIDÉRANT qu'il existe un véritable intérêt, pour la Commune, à acquérir la maîtrise foncière du bien objet de la DIA susvisée, situé dans le périmètre du droit de préemption urbain **simple et/ou renforcé** ;

CONSIDERANT que l'EPF 74 fait partie des délégataires possibles du Droit de préemption urbain en application des dispositions de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que la Commune de **xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx** est membre de l'EPF 74 et peut à ce titre lui déléguer l'exercice du droit de préemption urbain **simple et/ou renforcé** sur la vente objet de la DIA susmentionnée ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

DELEGUE l'exercice du droit de préemption urbain **simple et/ou renforcé** à l'Etablissement Public Foncier de Haute-Savoie à l'occasion de l'aliénation du bien objet de la Déclaration d'Intention d'Aliéner susvisée.

PRECISE que par cette délégation, le délégataire obtient la maîtrise complète de la procédure d'exercice du droit de préemption urbain et, en conséquence, est soumis aux mêmes obligations que le titulaire concernant les conditions de préemption et d'utilisation des biens préemptés.

AUTORISE **Monsieur (Madame) le (la) Maire** à mettre en œuvre et signer toutes les pièces à intervenir pour l'exécution de cette délibération.

PRECISE que la présente délibération sera transmise au contrôle de légalité, fera l'objet de mesures de publicité et sera notifiée au délégataire.

PRECISE que la présente décision peut être contestée devant **xxxxxxxxxx**

Préciser les voies et délais de recours habituels

Fait à **xxxxxxxxxxxxxx**, le **xxxxxx**